

Langues ressources de développement

Entretien à bâtons rompus

Allo ! c'est le 10 février 2008, à Abidjan. Entretien de Thomas BEARTH et Joseph BAYA, quelques réflexions à bâtons rompus, quelques conclusions. Une fois qu'on admet...bon je commence plutôt par dire qu'on a assez dit, même s'il faut encore le redire que la langue...sinon disons langue... nous disons toujours la langue sous l'angle de l'activité sociale, de l'activité...de l'interaction. Cela veut dire que la langue est liée à la communication. Mais si nous disons communication, nous disons toujours la communication est liée à la langue dans laquelle cette communication a lieu habituellement. Donc, nous disons que...on a en quelque sorte assez dit cela. Même si il faut encore le redire souvent. En insistant, on dirait que le rôle de la langue peut être décisif au sens de la participation notamment par exemple des populations concernées, le choix de la langue peut soit encourager soit empêcher les gens de participer à la réflexion, à la négociation, à la conceptualisation de ce qu'on leur demande de faire ou bien que eux-mêmes souhaiteraient faire. Et c'est dans ce sens que nous ne dirons jamais assez que la prise en compte des langues dans leur spécificité et dans leur diversité est un préalable indispensable à tout développement durable.

Mais en même temps la langue peut...et je dis ça après notre échange qui devra se faire après l'échéance, sans précipitation et doit se faire avant que tous les aiguillages soient déjà faits par des personnes des agences externes et que les choses soient... une population qui a commencé à prendre les choses en main, à se prendre en charge, et qui doit garder cette initiative, c'est la grande chance que nous donne le temps.

Le passage, la conjoncture actuelle, il ne faut pas rater cette occasion, c'est-à-dire l'idée d'un grand « konon » qui réunirait l'ensemble de la population sur place, mais aussi leur base arrière, les collectivités urbaines. Donc c'est un peu

dans ce contexte que notre réflexion se poursuit. J'en reviens sur un plan plutôt conceptuel pour dire que non seulement est-il indispensable de prendre en compte la langue comme moyen de communication, mais que la langue toujours dans le sens que nous venons de la définir, comme savoir, dépôt des savoirs, un fait mémoriel, mais en même temps comme activité, est une méta-ressource que dis-je est la méta-ressource la plus indispensable pour la mise en valeur de toutes les autres ressources. Et c'est à ce titre que je crois qu'il faut aller plus loin que ce qu'on a dit et ce sur quoi on a insisté jusqu'à présent. Et pour dire que s'il est vrai que la langue est la ressource clé qui ouvre la voie à une optimalisation, à l'utilisation optimale de toutes les ressources quelles qu'elles soient qui peuvent contribuer à l'amélioration de la vie d'une population, si cela est vrai, on peut se demander comme pour toutes les ressources, cette ressource-là, qu'est-ce qu'on doit faire pour qu'elle puisse pleinement être mise en valeur. Et là, la réponse est ce que nous n'avons pas assez dit c'est que la mise en valeur de cette méta-ressource qui est la langue, présuppose de la part de ceux qui la parlent, de ceux qui la possèdent déjà, et j'insiste sur ce point d'abord, de ceux qui la possèdent déjà, un investissement. Et cet investissement-là, il fait toute la différence.

BAYA : Cet investissement se fait de façon pratique tel que vous le pensez. Comment la population qui parle donc la langue doit faire cet investissement ou alors doit s'investir de façon pratique.

BEARTH : Bon nous avons développé un modèle dans le cadre de la recherche action Toura-nord qui n'est plus limité à son cadre original Toura-nord, et on peut dire que certaines populations ont adhéré, et il y a un apprentissage, et un apprentissage au sens d'abord de maîtriser la langue sous plusieurs modes de

communication. L'expression orale est évidemment une donnée gratuite, qui n'exige pas a priori un investissement. Mais au niveau de l'écrit comme courroie de transmission de savoirs venant de l'extérieur, qui, nous en sommes convaincus, reste indispensable pour un développement harmonieux tenant compte autant que possible de tous les faits pertinents, un investissement est nécessaire qui présuppose au préalable un investissement. Si on pense par exemple à la diversification agricole il y a un savoir très complexe, qui est simplement nécessaire pour ne pas s'égarer dans des expériences futiles. Donc, la grande question est la question de la transmission de ce savoir. Un savoir qui a souvent été transmis de façon circonstancielle je dirais, au risque de tous les malentendus. Et la population dans ses propres réflexions en est plus que consciente. Elle en est en tout cas beaucoup plus consciente que ce qu'on pourrait supposer à première vue. Elle se rend compte de l'insuffisance de ce procédé très traditionnel, qui passe par la traduction ad hoc ; donc pour pallier à ce déficit, il n'y a pas d'autre voie que... - en quelque sorte pour utiliser l'image - la clé reste à la disposition des habitants et reste sous le paillason. Plutôt que de faire comme on a toujours fait c'est l'expert qui vient avec cette clé et qui part avec la clé. Donc, il faut que la clé reste sous le paillason. En effet grâce à l'écrit - le savoir innovateur externe qui n'est pas déjà à la disposition du paysan, il se l'approprie par un processus qu'il contrôle lui-même et qui n'est pas contrôlé par l'expert, même si l'expert garde son rôle de source d'explication, de partenaire de dialogue. L'expert n'est pas dévalué, mais c'est un processus d'appropriation basé sur l'écrit. Si on part de ce principe que nous avons appelé « LLW (Local language plus writing) »... bon il faut que je retrouve l'expression que j'utilise dans mon article. Evidemment ça suppose, l'écrit ça suppose savoir lire. Puisque ça, ça exige la maîtrise de l'écriture, et qui à son tour, on le sous estime parfois, suppose une approche tout à fait nouvelle vis-à-vis de ce qu'on possède déjà, c'est-à-dire la langue dans son statut oral, qui est disponible comme l'air, on l'a apprise dès son enfance, on n'a jamais beaucoup

réfléchi. L'approche écrite exige un demi-tour. Une façon...on peut dire analytique, même si on ne doit pas pousser trop loin ce terme mais, pour correctement maîtriser l'écriture on doit savoir ce que c'est qu'un mot, comment un mot commence, comment un mot se termine. Et les mots qui se ressemblent, comment les distinguer, tout cela présuppose au fond une connaissance de la langue. On peut se demander. On pourrait dire, n'est-ce pas : Pourquoi la France dépense tout cet argent pour ses écoles ? Puisqu'elle dépense tout cet argent pour l'enseignement du français, alors que les Français savent déjà parler le français ! Inutile encore de les obliger à s'y mettre pendant une dizaine d'années de...eh...voilà. La France a bien appris, a bien compris pourquoi c'est nécessaire pour son propre avancement, il y a des degrés sans doute mais, eh... l'exemple montre bien que l'investissement est indispensable au niveau des populations. Et je dirais que par rapport à ce qu'on vient de dire tout à l'heure, c'est vrai aussi qu'il y a les rats de campagne et les rats de ville. Pour les rats de ville il n'y a pas de différence, ils peuvent avoir leur part de fromage. Il faut que eux aussi qu'il y ait d'abord un investissement.

BAYA : Oui euh...pour ma part au regard de tout ce que nous avons fait, nous avons pour nous la confirmation du fait de l'utilité de la langue, de sa relation avec l'activité de développement, et aussi de...de l'implication de la population afin que l'activité de développement soit conceptualisée, afin que la langue soit mise à profit pour le développement. Il reste à montrer cela, l'effectivité ou alors la véracité de cela, au monde extérieur. Et quelle preuve scientifique, quelle preuve, quel appui, quelle argumentation scientifique pouvons-nous avoir afin de convaincre le monde extérieur. Nous avons donc perçu la langue comme une méta-ressource, comme vous venez de le dire. Mais est-ce que si on tient compte de l'argument, l'argument selon lequel toutes les langues, ou alors à l'origine, chacune de ses multiples langues africaines serait une source de division, si on

s'en tient à cette argumentation, quelle autre argumentation pourrions-nous avoir pour convaincre ceux qui nous lisent ?

TB : On l'a assez dit, l'histoire de la réflexion sur les langues, pourrait être rangée en deux grandes périodes qui se chevauchent en partie.

Le consensus ou l'opinion dominante, l'idée reçue si vous voulez, c'était ce que vous venez de dire, c'est-à-dire, les langues surtout au travers de leur multiplicité sont un obstacle sinon *le* grand obstacle au développement qu'il faut balayer, que l'éducation par la langue, unifiante, eh... une langue unifiante le français va aussi balayer tôt ou tard... conviction qu'on trouve toujours aujourd'hui...et qui nous mènera vers de nouveaux horizons et ouvrira enfin le chemin pour qu'on puisse espérer que tous parlent la même langue. Les connaissances, les obstacles à la diffusion des connaissances, des informations, donc aussi des innovations seront levées. Cette grande vision il faut le dire a été tout à fait la vision dominante dans la période post-indépendance, après l'indépendance pour longtemps, et elle n'a été remise en question que sur la base du fait que c'est une vision qui ne s'est jamais réalisée. La ténacité de ces langues en grande partie non écrites, n'a pas été prise en compte, n'a pas été prévue, n'a pas été diagnostiquée correctement semble-t-il. Et c'est à partir de là , et aussi à partir du facteur culturel, que cette ténacité, peu à peu a été mise en évidence, a été redécouverte.

Je dirais que c'est surtout le monde intellectuel qui a eu son rôle à jouer là-dedans pour dire que nous avons notre propre culture, nous ne pouvons pas la dissocier de nos langues, nos chants nos danses. Beaucoup de ce que nous faisons est lié en fait à nos langues. Donc ce calcul là ne pouvait pas être juste. Et ce n'est pas moi qui le dis. C'est une grande assemblée d'instituteurs, d'enseignants francophones qui l'ont dit il y a quelques années à Libreville. L'échec de l'école francophone française qui a été peut-être la raison principale

pour une réflexion en quelque sorte dans le sens opposé, une re-appréciation de la valeur des langues. À quoi il faut ajouter que c'est une façon de voir les choses qui a été toujours présente. Qui a été plus au moins une option, une doctrine dans les anciennes colonies britanniques, où on a souvent cultivé les langues locales ou au moins on leur a donné une place transitoire dans l'enseignement. On peut y ajouter d'autres études qui ont été faites par différents modes < ? >, toutes des expériences qui ont toujours montré que justement au niveau de l'école l'enfant assimile mieux et en fin de compte fait un développement plus harmonieux, et arrive à intégrer les connaissances sur lesquelles on base cette société moderne, lorsqu'on commence par lui enseigner les savoirs de base dans une langue qu'il a déjà acquise dans sa prime jeunesse, dans son enfance. Ces expériences ont toujours été concluantes, et dans le même sens l'UNESCO a toujours insisté sur le rôle des langues maternelles.

Tout cela a peut-être contribué... mais en fait, cela a conduit à rendre ce discours sur les langues africaines en général, les langues locales comme étant simplement rien d'autre qu'un obstacle - à rendre ce discours obsolète, obsolète et je serai prudent pour dire que c'est une pensée qui reste pourtant en veilleuse. Elle n'est pas complètement matée, mais elle n'est plus à la mode. Il est aujourd'hui bienséant de parler des langues comme ressource – ce qui a été le grand tournant qui cependant s'est matérialisé surtout sous forme de déclarations. Et c'est justement cela, c'est la grande différence, cela s'est matérialisé sous forme de déclarations. Je pense en particulier à la conférence des ministres de l'éducation organisée par l'ONU ou même par l'UNESCO je ne sais plus, à Harare en 1998. Je crois qu'il y en a eu d'autres, mais celle-là était particulièrement représentative avec son insistance sur le fait que les langues sont des ressources à exploiter, à découvrir, à mettre en valeur. Il faut dire que là il y a toute une politique de langue aussi eh...il faut reconnaître que le rôle de l'Afrique du Sud dans cela n'a pas été négligeable. Et on peut dire que justement l'arrière-plan de cela, ce n'est pas l'arrière-plan le plus concret, c'est

l'investissement qui avait déjà été fait au niveau de l'Afrique du Sud, entre autre on pourrait citer d'autres pays comme, à un certain moment, la Somalie, comme l'Erythrée, et peut être d'autres. Mais en Afrique du Sud, avec bien sûr toute l'ambiguïté d'une politique marquée par l'apartheid en même temps, a quand-même été aussi, euh...c'est une des grandes démarches de la nouvelle Afrique du Sud qui n'a pas quand-même rejeté la clé de ce qui a été fait sous particulièrement l'aspect de l'apartheid, elle a su récupérer certains aspects de ce qui était essentiellement une politique qu'elle ne pouvait que rejeter, mais elle a su en récupérer certains éléments, dont cette attitude positive envers ses propres langues.

Donc tout cela c'est le contexte historique dans lequel nous évoluons. Et un contexte auquel la francophonie n'a pas été indifférente. La francophonie finalement malgré eh... bien que ce soit une mouvance très puissante au niveau mondial, elle est restée une instance de cohésion. Pourtant elle n'est pas en vase clos. Elle n'a pas pu s'immuniser contre cette tendance, elle en a fait un programme marqué surtout par euh...en termes clairs, ce sont les langues partenaires. Donc les langues africaines tant méprisées au temps colonial, et après comme des dialectes sous l'angle contra-productif de l'anti-développement sont devenues une même langue partenaire dans cette entreprise du développement, à tous les points de vue d'ailleurs, surtout sur l'aspect culturel. Mais il faut reconnaître que si vous regardez de près les déclarations par exemple de l'agence intergouvernementale de la francophonie, on se trouve face à une vue assez restreinte de ce partenariat qui exclut par exemple, qui exclut au moins de façon provisoire, on peut dire si on veut être très optimiste euh...la langue locale, donc il s'agit d'une vue qui dans ce sens n'est pas inclusive. Donc en définissant comme langues partenaires, les langues à grandes diffusion et de double nationalité,...pour une raison qui continue à m'échapper je dois le dire malgré tout ce que j'ai lu, pourquoi cet accent particulier sur les langues transfrontalières ? Il y a là une nouvelle délimitation, une nouvelle

frontière qui est tracée sans doute par une considération économique, d'économisation, pour être précis, en termes précisément de cet investissement dont nous venons de parler. On se rend compte que reconnaître les langues comme langues partenaires a son prix.

Ayant un rôle à jouer dans les développement implique un investissement ce qui est correct évidemment, et investissement veut dire coût, veut dire...euh...

BAYA. L'augmentation du budget.

TB : Oui

BAYA : Une augmentation de l'enveloppe budgétaire.

TB : Vous l'avez bien dit. J'allais dire que les ressources déjà...les ressources monétaires ou ressources budgétaires qui sont déjà...euh, qu'on a déjà de la peine à les allouer. L'allocation est déjà une compétition extrêmement forte entre les différents domaines. Donc pratiquement, cela revient à dire qu'il y a un nouveau domaine qui n'était pas prévu, qu'il faut ajouter. Pour rester terre à terre, et c'est là où le bas blesse, c'est évidemment dans ce sens qu'il faut en quelque sorte comprendre l'argumentation qui a été celle de Robert Chaudenson et ses collègues dans leurs publications dans le cadre de l'Agence intergouvernementale de la francophonie sur Langue et Développement. Il y a eu cette façon restreinte de voir les langues et il faut dire que lorsque nous nous intéressons de façon particulière au toura nous sortons carrément de ce cadre. Alors que nous sommes en quelque sorte dans cette même mouvance, en même temps nous en sortons parce qu'il est assez clair que le toura ne rentre pas dans cette visée. Même une langue comme le dan pourrait « trouver sa place dans ce schème selon les critères qui ont été proposés, à la limite, mais ce n'est pas évident. À plus forte raison une langue parlée par quelques dizaines de milliers de personnes, 60 à 70 mille si on veut aller loin, pose une nouvelle question. C'est un défi à ce niveau de l'inclusivité. Et si nous exigeons, si nous demandons un investissement, si nos observations nous conduisent à dire qu'un investissement dans un tel cas est nécessaire, et dans l'intérêt des populations

elles-mêmes et du développement du pays, nous devons avoir de très bonnes raisons qui peuvent servir, qui peuvent déloger des arguments économiques qui ont été avancés contre une telle façon de voir les choses. C'est pour cela que je dis aussi...il faut peut être dire que si nous parlons d'investissement, il y a peut être un investissement qui peut empiéter sur les budgets étatiques nationaux à ce niveau là. Et cela est sans doute quelque chose qui présuppose un consensus au plus haut niveau, ce qui n'est pas exclu. D'ailleurs ce qui le montre bien, c'est au niveau de l'école, des modèles qui ont été enseignés au niveau de l'école comme le programme d'enseignement intégré, le PEI, en Côte d'Ivoire. On peut voir que cela peut être des initiatives même gouvernementales. Mais, il faut dire que ce n'est pas quelque chose qui est très évident. On peut penser aux grands bailleurs de fonds. Il est vrai que la Banque Mondiale ne s'est pas toujours fermée par exemple en matière d'alphabétisation, il y a eu des développements ponctuels du moins dont il faut attendre la suite. L'UNESCO a toujours été partisane du recours à toutes les langues maternelles mais elle n'est pas le grand bailleur de fonds auquel on devrait s'attendre quand il s'agit de développement intégral.

On peut penser aux églises. Il est vrai que avec leur insistance sur le salut de l'individu, elles ont toujours eu un intérêt à...je dirai mixte selon leur philosophie de base qui pouvait être différente d'une dénomination à une autre, et même d'une personne à l'autre, mais qui avait sa racine doctrinale dans l'événement de Pentecôte en tant que contre-figure de Babel. Quoi qu'il en soit, l'engagement des églises dans ce domaine des langues revient à un investissement non négligeable. Investissement pendant toute l'époque coloniale, qui a été toléré sinon encouragé mais surtout toléré par les autorités administratives coloniales et postcoloniales en général. Investissement qui n'était pas perdu...tant il est vrai que nous en récoltons encore les fruits aujourd'hui. Qui a eu ses théoriciens comme, je cite, Christaller. C'était l'un des plus grands linguistes du 19^e siècle qui a toujours eu cette vision de la mise en

valeur des langues surtout pour une nouvelle société africaine intégrant les élites et les populations rurales. Une vision extraordinaire qui n'a jamais été d'ailleurs complètement réalisée ni même pensée dans ses conclusions.

Donc on peut penser à tout cela. Mais, si nous nous tournons vers toutes ces agences et acteurs mondiaux, nous allons attendre encore des décennies et en attendant, les choses vont aller dans un sens, et le sens où ils vont aller, je crains, c'est à la dérive et non pas au bénéfice des populations qui parlent ces langues. Donc je pense que c'est au niveau de ces populations elles-mêmes que les choses peuvent et doivent commencer à changer. Et, qu'il y a déjà une prise en charge au niveau de leurs méta-ressources qui est déjà à leur disposition. Et là, il y a évidemment un apport nécessaire mais un investissement qui se maintient dans les limites budgétaires. Je dirais qui ne va pas remettre en cause l'ensemble d'une politique budgétaire établie, qui peut se justifier dans le cadre d'une bonne volonté, qui peut se justifier dans le cadre d'une politique budgétaire bien établie à petite échelle qui n'exige pas des investissements dépassant les limites dans un appareil administratif. Tout ce qui est incommensurable avec les charges qu'on a déjà, on peut en faire l'économie comme le montre l'expérience toura.

Mais il faut peut être y ajouter quelque chose qui dans la conjoncture actuelle, peut intervenir à un niveau supérieur, qu'il faut sérieusement prendre en considération dans la pensée maîtresse du développement international. Faire une régionalisation des moteurs de décision de distribution de ressources. Je parle ici de ressources surtout financières. Et cette idée maîtresse c'est la décentralisation. La décentralisation en effet, pourrait être une voie à suivre, et ce d'une façon complémentaire aux initiatives qui doivent se situer d'abord au niveau du villageois, ou bien des associations intervillageoises qui ont leurs racines dans la population elle-même, qui sont enracinées dans la population. Et il y a une possibilité, me semble-t-il - le festival de Yaloba¹ pour moi était à ce

¹ Troisième festival du lexique toura, qui a eu lieu au village de Yaloba, à dix km de Biankouma, les 14 et 15 septembre 2007. Rapport disponible sur demande.

titre révélateur - en tout cas dans le sens d'une possibilité à explorer et qui reste à suivre.

Dans la mesure où un Conseil Général ne sera pas bloqué par des contraintes, disons des intérêts de parti politique, je pense que c'est une institution qu'on peut, pourquoi pas, voir en rapport avec ce que nous envisageons au niveau de la mise en valeur des méta-ressources communicationnelles dont la première est la langue, je dis bien la première, et non pas la seule, donc je dis que la première est la langue locale. Cette mise en valeur peut avoir l'appui au niveau régional et sous-régional d'une telle institution pourquoi pas. Il y a toujours le fait qu'il s'agit d'un investissement modeste. Pour qu'elle serve, pour que ces investissements aboutissent, on a besoin de moyens. Ces moyens ne sont pas nécessairement disponibles au plan local.

J'ajouterais simplement que, si j'ai dit tout à l'heure que l'oral qui a déjà été mis dans le berceau des locuteurs ils n'ont pas à s'en préoccuper. Quand je dis qu'il n'y a pas d'investissement à faire, je dois relativiser ce constat dans le sens où il y a une prise de conscience qui est en train de se faire par rapport au « konon »². Je dirais que le konon se fait tellement naturellement au niveau interpersonnel, au niveau de la famille, c'est une institution qui est là sur laquelle la société peut compter, sur laquelle elle peut jouer. C'est un régulateur de grande portée, et je pense que si on regarde de près, qui est très lié à la survie du peuple toura dans la crise actuelle. C'est un de ces facteurs importants qui expliquent cette survie. Mais que cette prise de conscience peut conduire les leaders à voir qu'ils ont là un instrument qu'il convient de mettre en valeur pour les nouveaux défis qui dépassent les défis qui ont été lancés, qui l'ont été traditionnellement, auxquels on a dû faire face traditionnellement. Je pense que c'est un exemple parmi tant d'autres, mais l'exploitation illégale des ressources naturelles est un de ces défis qui dépassent les défis... C'est tellement évident qu'on ne peut pas le taire. Le

² Protocole de réception, de négociation et de prise de décision mis en œuvre lors des rencontres, échanges et mobilisation des collectifs de tout niveau au sein de la société toura.

fait que cela n'est pas automatiquement terminé avec les accords de paix est aussi une évidence. Donc soit on conçoit que ces ressources de la tradition orale n'ont rien à voir avec l'avenir du peuple, donc on reste pratiquement livré à ce que les acteurs externes, les protagonistes de cette exploitation, leur coup de hanche pour faire ce que eux seuls peuvent faire aux dépens de la population et non seulement de la population vivant actuellement sur le territoire, mais en hypothéquant l'avenir de leurs enfants. Soit il y a une prise de conscience pour pouvoir découvrir dans ces ressources la capacité de mener des négociations, des concertations, un moyen pour faire face à ce genre de défi, auquel on peut ajouter le défi mondial du changement de climat, qui dans la compréhension locale récente on dirait a pris une place importante. Il y a une prise de conscience au niveau de l'environnement qu'on ne pouvait pas constater il y a même deux ou trois ans dans le discours des gens et qui est maintenant présent dans leur discours de tous les jours..

Mais est-ce que cela reste une simple doléance qu'on adresse à des agences sur lesquelles on n'a aucune influence, alors qu'on ne sait même pas si ces agences sont en mesure d'écouter, d'entendre ces voix qui s'élèvent au sein de la population, ou bien est-ce que dans l'héritage oral il y a des ressources qu'on peut mettre en valeur pour faire face à ce défi, toujours en étant ouvert à la participation de toutes ces agences-là ? Mais des ressources qui permettent une initiative locale, qui permettent de contrôler un processus de prise de conscience et qui aboutira finalement à une action qui pourra changer le destin de cette génération à venir ? Si ce type de mise en valeur de toutes les ressources donc par l'écrit et par l'oral peut être démontré dans un terrain limité relativement cohérent, bien défini mais qui a bien ses problèmes qui sont très communs à l'Afrique, alors on a des raisons d'espérer. Si on prend l'ensemble, je crois que là il s'agit de quelque chose qui dépasse le cadre local, qui peut avoir valeur d'exemple. C'est dans ce sens que je souligne ce que mon interlocuteur vient de dire, à savoir qu'il s'agit de le prouver, il s'agit de le démontrer. Non seulement

la scientificité d'une part, oui, que ce sont des thèses très crédibles, des hypothèses très crédibles, qui sont valables. Si elles sont valables, elles peuvent servir de modèles pour des solutions exportables qui ne sont pas limitées à un seul cas, mais qui peuvent être réinvesties ailleurs.

BAYA : Voilà, merci beaucoup. Il y a, comme je viens de vous poser la question des indices très clairs, suite aux recherches du projet LAGSUS qui pourraient peut être convaincre certains, ou ne pas convaincre d'autres, mais qui restent sur le terrain des indices très clairs et très nets pour montrer que chaque langue en réalité doit être prise en compte comme ressource du développement. Et nous avons des indices au travers de la prise de conscience du peuple qui a été pris comme un exemple pour notre recherche. C'est le peuple toura. Nous avons posé cette question un jour à une assemblée toura pour leur demander :

Pourquoi la langue toura est-elle le moyen d' expression de tout ce qu'ils ont ? Pourquoi s'appuient-ils uniquement que sur la langue toura pour exprimer ou pour valoriser tout ce qu'ils ont, en tout cas pour s'en servir réellement comme une source de développement ? Et c'était à Gouané en 2006 avec la population de Gouané. Et les gens nous ont répondu de façon très claire et leur réponse a été justifiée au travers de la culture toura : la langue toura et la culture toura. Et ils ont dit ceci, que la langue toura leur sert de ressource juste pour la simple raison que c'est à travers cette langue qu'ils ont le moyen de dire... de passer d'une génération à l'autre tout ce qu'ils ont comme ressource. Tout ce qu'ils ont comme valeurs culturelles, tout ce qu'ils ont comme expression linguistique c'est à travers le toura qu'ils le passent d'une génération à une autre. Ils disent que c'est à travers le toura qu'ils expriment toutes leurs valeurs culturelles qui se basent sur la culture du masque. Et c'est à cause de cette valeur culturelle qu'il ne peuvent en aucune manière changer la langue toura contre quelque chose d'autre dans ce monde, parce que c'est à travers cela qu'il transmettent toutes leurs valeurs culturelles, c'est à travers la langue toura qu'ils peuvent conserver

et donc mieux extérioriser, mieux appréhender tout ce qui vient de l'extérieur. Je ne sais pas si mes souvenirs sont bons, mais séance tenante j'ai pu mieux exploiter ce qui a été dit. Mais déjà, c'est l'un des indices qui nous ont été donnés.

D'autres aspects, c'est que, au travers de nos recherches, nous avons pu constater avec la nouvelle approche que nous avons pu soumettre aux populations à travers l'écrit que les gens ont adopté cela de façon très originale. L'écrit d'abord au-delà de l'aspect de développement a servi de base à une réflexion locale, à l'analyse locale et donc l'augmentation de la capacité de réflexion au travers de la langue elle-même.

Donc la langue a été perçue sous un autre angle par la population qui l'a redécouverte comme une source de développement. Une nouvelle façon de pouvoir appréhender ce qui est à première vue naturel. C'est une nouvelle manière de voir et de pouvoir critiquer ce qu'il a l'habitude de voir. Donc de dépasser le naturel pour prendre en compte comme matière de réflexion son milieu environnemental. Et cela c'est à travers la langue. Ce qui nous dit que c'est un indice fort, c'est que cette réflexion n'a pas eu lieu depuis longtemps au moment où la langue étrangère était prise comme seul facteur de développement. C'est-à-dire qu'aujourd'hui on conçoit la langue locale comme un facteur de développement. La langue locale devient une matière d'analyse, matière de réflexion, une matière de redécouverte de la langue comme source de développement. Et une matière qui permet de prendre du recul pour le locuteur qui a toujours pris sa langue comme allant de soi, de prendre du recul pour réfléchir. Et donc cela a été un indice fort. Donc forts de ces arguments, disons que, comme le démontre les nouvelles thèses, la langue locale doit être véritablement prise comme ressource de développement. C'est ce que je tenais à vous dire.

TB : Oui merci, je confirmerais cela, j'ajouterais l'aspect historique. Nous avons des traces ethnographiques ou ethno-historiques. Je cite deux auteurs : HOLAS *Les Toura* (1962) et la thèse de Gilbert Gonin (1986) sur l'histoire de l'installation des Toura qui va beaucoup plus loin que cela d'ailleurs. Je crois que de ces deux ouvrages on peut dire, on peut voir en lisant entre les lignes, on peut dire que implicitement, il y a au temps précolonial et peut-être encore partiellement au temps colonial puisque le Toura restait très à l'écart de l'administration, et il y a eu cette capacité de réflexion, cette capacité de concertation, de prise de décision qui dépassait de loin le cadre des notables, sinon on ne pourrait pas s'expliquer les schémas très élaborés de l'organisation de la fête des ignames, à plus forte raison l'organisation du « Boon ».

Propos transcrits par Douo Geneviève SINGO